**Andrea Iseli, «Bonne Police». Frühneuzeitliches
Verständnis von der guten Ordnung eines Staates in
Frankreich**

Epfendorf: bibliotheca academica Verlag, 2003. 400 pp., ISBN
3-928471-40-6

Catherine Denys

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/339>

DOI : 10.4000/chs.339

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 150-151

ISBN : 978-2-600-01054-2

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Catherine Denys, « Andrea Iseli, «Bonne Police». Frühneuzeitliches Verständnis von der guten Ordnung eines Staates in Frankreich », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 9, n°2 | 2005, mis en ligne le 11 février 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.339>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Andrea Iseli, «Bonne Police». *Frühneuzeitliches Verständnis von der guten Ordnung eines Staates in Frankreich*

Epfendorf: bibliotheca academica Verlag, 2003. 400 pp., ISBN
3-928471-40-6

Catherine Denys

RÉFÉRENCE

Andrea Iseli, «Bonne Police». *Frühneuzeitliches Verständnis von der guten Ordnung eines Staates in Frankreich*. Epfendorf: bibliotheca academica Verlag, 2003. 400 pp., ISBN 3-928471-40-6.

- 1 L'ouvrage d'Andrea Iseli constitue un apport majeur à la recherche sur la police des temps modernes. Son mérite premier repose sur sa capacité à faire se rencontrer une historiographie germanophone attentive aux théories du droit public avec une historiographie francophone plus attachée aux instruments institutionnels du pouvoir. Elle jette ainsi un pont entre deux cultures traditionnellement opposées, portant chacune à leur sommet, l'une la «science de la police» et l'autre la pratique policière. On ne peut s'empêcher de remarquer que ce rapprochement franco-allemand émane d'un groupe de travail suisse, qui a déjà donné de belles études dans le domaine de la police¹.
- 2 Pour comprendre ce que recouvrait en France la notion de «bonne police», Andrea Iseli propose une double approche. Une première partie est consacrée à une analyse sur le long terme, du XVI^e au XVIII^e siècle, de la notion de police, au travers d'écrits théoriques. L'auteur montre comment on passe d'une conception politique globale de la police, c'est-à-dire le bon ordre du royaume, appuyée sur une vision religieuse de

l'ordre social, dans les traités des juristes du XVI^e siècle, à une conception utilitaire de la police, sans référents métaphysiques, simple ensemble de moyens de l'action gouvernementale, dans les dictionnaires du XVIII^e siècle. L'étude est ici d'autant plus remarquable que l'auteur ne se contente pas des œuvres les plus célèbres, comme Claude de Seyssel, Charles Loyseau ou Nicolas Delamare, mais s'appuie également sur une lecture attentive d'auteurs moins connus, tels Real de Curban ou Prost de Royer.

- 3 La deuxième partie aborde la question du sens concret donné à la police par des études de cas locaux. Le choix d'écarter Paris, cas exceptionnel et relativement bien connu, se justifie tout à fait. L'auteur s'intéresse donc à deux régions institutionnellement différentes: la Provence, pays d'états et le Lyonnais, pays d'élections, ainsi qu'à leurs capitales régionales, Marseille et Lyon. Les droits de police des tribunaux et des intendants sont rapidement examinés, puis plus longuement les différentes conceptions de la police par les villes. L'auteur s'attache ensuite à détailler la pratique policière en matière d'approvisionnement, de voirie, de santé et de mendicité, et y voit l'occasion de la naissance d'un droit administratif moderne.
- 4 Andrea Iseli cherche enfin à combiner théorie et pratique en revenant sur le sens d'une « bonne police ». Elle conclut à l'absence d'une conception de la police comme instrument du développement de l'État ou de la « discipline sociale ». La défense des privilèges, l'organisation sociale en corps, le maintien des pouvoirs municipaux de police y faisaient barrage. Trop liée aux anciennes habitudes, la police ne peut constituer l'instrument de la modernité de l'État. Sa longue présence dans les discours réglementaires ou théoriques ne s'explique que par son association systématique au « bien public ». Le rôle de la police en France à l'époque moderne n'est donc pas de contraindre, mais, en créant un savoir commun de règles de fonctionnement pour la vie en société, de contribuer à penser la politique comme un espace public.
- 5 Andrea Iseli mène ainsi à bien une entreprise particulièrement difficile, même si par l'ampleur des questions soulevées, l'ouvrage peut laisser parfois un sentiment d'inachevé, en particulier en ce qui concerne la police des villes, pour laquelle les monographies françaises récentes et les très riches séries d'archives communales n'ont pas été utilisées. L'intrusion des principes d'économie libérale dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et leur effet déstabilisant sur les conceptions traditionnelles de la police française sont également peu approfondis. En dépit de ces quelques réserves, le livre constitue une étape importante dans la compréhension de la police française d'Ancien Régime et participe au renouvellement de la question, qu'illustre également l'ouvrage publié l'année suivante par Paolo Napoli², ainsi que les travaux en cours sur l'écriture policière.
- 6 Le lecteur non germanophone pourra s'appuyer sur le résumé final et les nombreuses citations en français, mais une traduction serait particulièrement souhaitable pour cet ouvrage qui mérite de toucher un public français plus vaste.

NOTES

1. Blickle P., Kissling P., Schmidt H.R., *Gute Policy als Politik im 16. Jahrhundert. Die Enttehung des öffentlichen Raumes in Oberdeutschland*, Francfort, 2003.
 2. Napoli P., *Naissance de la police moderne, Pouvoir, normes, société*, Paris, 2003.
-

AUTEURS

CATHERINE DENYS

(Université Lille 3), catherine.denys@wanadoo.fr